

Mathilde Marguerit, « Le service rural de la Poste dans le département du Nord: 1830-1890 », maîtrise, Université Paris IV-Sorbonne, sous la direction de Jean-Pierre Chaline, 2000, 204 p.

L'administration des Postes, administration aux compétences nationales, a dû s'adapter à la diversité des campagnes du département du Nord. Là où les industries et les commerces étaient florissants, elle a augmenté considérablement le nombre des bureaux de poste. Là où le poids des affaires était plus modeste, elle a limité les réalisations, plus attentive au coût et à la rentabilité. Il faut souligner de nouveau l'évolution positive du service rural dans le département. Celui-ci a bénéficié d'importants moyens. Le maillage administratif s'est fortement resserré au cours de la période. Peu de cantons restent à l'écart. La principale lacune du service rural reste le manque de personnel. En effet, les facteurs ruraux desservent encore à la fin de période beaucoup de communes. Il est vrai que certains d'entre eux ont vu, avec soulagement, un allègement dans leurs tournées, mais l'augmentation de la population alourdit en fait leur travail.

Mais l'Administration, sollicitée vivement par les populations du département du Nord, s'est vite heurtée à d'autres réalités : le poids des exigences locales notamment. En effet, les communes qui se sentent lésées par les décisions de la direction des Postes, contestent volontiers les arguments de l'Administration. Celle-ci doit alors jongler avec les demandes, déroger parfois aux règlements établis pour l'ensemble du territoire, afin de satisfaire les conseils municipaux et les habitants qui accentuent leur pression. Dans bien des cas, son rationalisme est donc limité. De plus, refuser de façon trop catégorique les demandes, c'est en quelque sorte risquer d'abîmer son image. Les maires, les notables, les industriels, contestataires majoritaires sont en effet des instruments nécessaires au développement du service postal et sont par là même des garanties de premier ordre pour l'administration des Postes. Ils dénoncent pourtant la lenteur du désenclavement et critiquent volontiers l'efficacité de la Poste. On a pu constater, il est vrai, que les moyens mis en œuvre sont parfois largement insuffisants. Il semble même que, pour certaines communes, l'isolement postal est resté longtemps une fatalité. On relève en effet un nombre de localités qui réclament plusieurs années durant, voire pendant plus d'une décennie, l'établissement de boîtes aux lettres ou la création d'un bureau de poste. Si la Poste justifie ses multiples refus en mettant en avant les questions budgétaires, elle se trouve quelques fois en panne d'arguments devant les sollicitations des communes. Mais il faut cependant nuancer. L'administration des Postes, soumise comme toute autre administration à un plafond budgétaire, pouvait-elle concrètement répondre à toutes les sollicitations ? Accusée de lenteur, voire de laxisme, l'administration des Postes fut parfois critiquée à tort, d'autant plus que les arguments des communes sont souvent peu crédibles.

Si la distribution postale de certaines communes est lente ou irrégulière, c'est essentiellement en raison de la surcharge de travail et de l'excessive distance que doit parcourir le facteur rural. Marcher, tel est le mot d'ordre du facteur rural qui effectuera très longtemps plusieurs dizaines de kilomètres par jour, et ce malgré les améliorations notables dans le service. Si l'administration des Postes réglemente les distributions, en établissant des moyennes et des horaires que doivent suivre scrupuleusement le facteur, jamais de telles mesures n'ont pu être respectées. En effet, elles ne prenaient pas en compte le nombre de villages à traverser, la distance



à parcourir, le terrain plus ou moins favorable ou l'âge du facteur, si de nombreuses communes se plaignent de la lenteur de la distribution, elles reconnaissent souvent que leur facteur rural a beaucoup de communes à desservir, bien souvent fortement éloignées. C'est pourquoi l'on recrute en priorité les candidats relativement jeunes et de bonne forme physique.

Mais l'étude du recrutement des facteurs ruraux, si elle permet de préciser les exigences et les dispositions réglementaires de la Direction, a surtout mis en avant un autre aspect de la politique de désenclavement de l'administration des Postes. En effet, on a pu voir de façon plus précise les origines sociales et géographiques des candidats au métier de facteur, qui traduisent en fait les objectifs de l'administration : en choisissant un individu, dit local, elle tente de simplifier ainsi le service rural. Le facteur, en effet, n'est pas étranger au village ou au canton. Au contraire, il est recommandé par les notables de la commune, sollicité par les habitants. Le candidat ne s'y trompe pas : il met souvent en avant sa connaissance des localités qu'il serait susceptible de desservir. Les maires, quelques curés ou des hommes importants, certifient la bonne attitude de tel individu, jurant qu'il serait un exemple de rigueur dans son futur travail. Les liens étroits entre les populations et le facteur rural sont maintenus après le temps de la distribution puisque l'agent des Postes est obligé de résider dans la commune où se trouve le bureau. A cause de cette proximité presque naturelle, le facteur va au-delà de son travail de distribution et de levée : il rend service aux usagers, il transporte des colis qu'il doit remettre à une personne du village. L'administration des Postes ne tire pas seulement de cette politique de recrutement des avantages. L'agent des Postes, en effet, profite aussi de ses responsabilités et de son statut d'agent de l'Etat pour convertir les populations plus ignorantes à son opinion politique ou religieuse. Le recrutement essentiellement local des facteurs ruraux pose donc parfois des problèmes. En effet, en raison de la place qu'il occupe au sein de la société, le facteur tend parfois à « cacher l'institution ». Il est en effet considéré d'abord comme un résident ordinaire du village, un ami, un proche, et non un agent de cet Etat qui aimerait s'introduire et consolider sa place dans les campagnes.

On a vu comment l'administration des Postes soigne son image en imposant au facteur rural un comportement idéal. Représentant de l'Etat, représentant de l'administration, et porteur d'un uniforme, le facteur n'a pas de droit au moindre écart. Mais en réalité, il semble que l'administration soit bien indulgente avec les facteurs du département du Nord au cours du XIX^e siècle. Pourtant les facteurs sont particulièrement agités dans cette région. En effet, bon nombre de facteurs acceptent difficilement le devoir de représentation imposé par la direction des Postes. Ils ont beaucoup de mal à retenir leurs propos, à masquer leurs vices. L'institution peine à effacer le citoyen sous l'uniforme. D'ailleurs, alors que l'administration voit dans le facteur rural le moyen de représenter l'Etat jusque dans les campagnes, on ne sent pas vraiment du côté des facteurs une grande fierté à servir l'Etat. Plus que le prestige de l'uniforme, c'est surtout l'assurance d'un traitement fixe qui prime et qui explique le nombre considérable des demandes. Les motivations exposées dans les candidatures sont multiples : famille nombreuse, parents à soigner... mais on n'évoque très rarement le désir de servir l'Etat par exemple. Certes, quelques candidats soulignent avec vigueur que leurs pères ou frères ont été facteurs ou employés des Postes, mais il s'agit d'un argument pour persuader la direction



générale et non d'un attachement sentimental quelconque à l'administration des Postes.

Mais c'est sans doute dans les rapports qu'entretient le facteur avec les usagers que les divergences apparaissent le plus nettement. Le facteur s'arrête régulièrement pour discuter avec les usagers qu'il rencontre. Il participe ainsi à la vie de la commune qu'il est supposé traverser uniquement. Au contraire, l'administration des Postes est soucieuse de gagner du temps dans la distribution. Elle sanctionne bien souvent les facteurs qui aiment à parler beaucoup dans les estaminets, et retardent ainsi la distribution des dépêches. Mais lorsqu'on étudie les plaintes à l'encontre des facteurs, adressées au maire des communes ou au Préfet du Nord, on s'aperçoit que ce sont généralement les notables, les industriels qui ont tout intérêt à recevoir et à envoyer rapidement leur courrier. Au contraire, la majorité de la population, généralement moins alphabétisée, voit d'abord en la visite du facteur un moyen de prendre connaissance des nouvelles des localités voisines. Elle ne semble pas gênée par le fait que le facteur s'attarde dans les estaminets ou dans les maisons, au contraire, elle semble apprécier cette humanisation des informations et des rapports.

Désenclavement des campagnes par le progrès pour l'un, désenclavement par le jeu des sociabilités pour l'autre, il semble donc y avoir deux approches différentes pour sortir les campagnes de leur isolement géographique et culturel. Deux approches qui se heurtent parfois, se complètent souvent.

